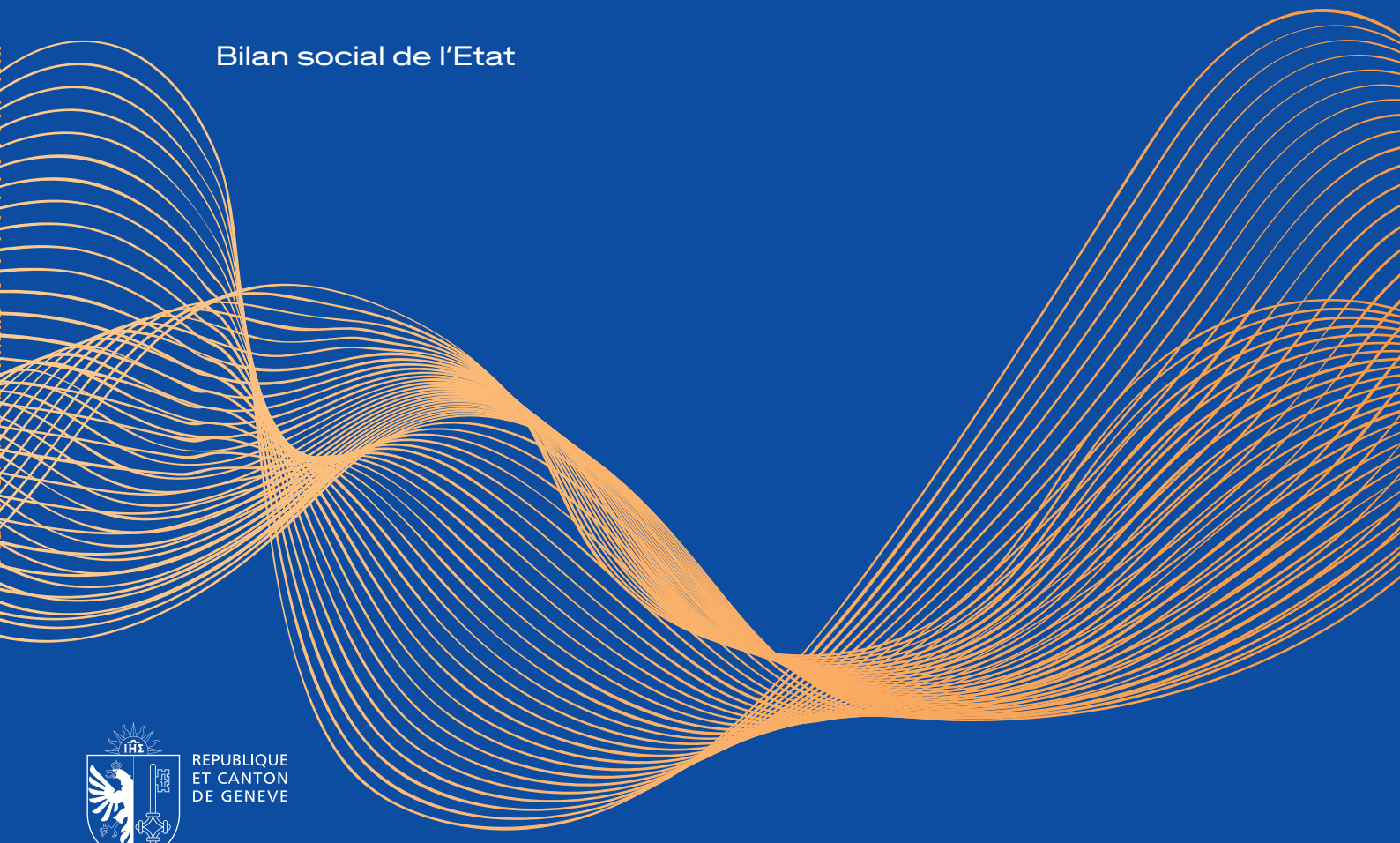
2024

ANNEXE AU RAPPORT SUR LES COMPTES

TOME 5

Bilan social de l'Etat



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

RAPPORT SUR LES COMPTES INDIVIDUELS

Le rapport sur les comptes 2024 de l'Etat de Genève est constitué de 6 tomes

Le **tome 5**, annexe au rapport sur les comptes 2024, contient le bilan social de l'Etat de Genève, soit des données statistiques et des informations décrivant le personnel de l'administration.

Le **tome 1** contient les états financiers individuels, le rapport de l'organe de révision, les prêts et participations, les fonds et libéralités ainsi que les obligations sociales. Les états financiers individuels sont établis selon les normes IPSAS à l'exception des dérogations édictées par voie légale (législatif) ainsi que par le Règlement sur l'établissement des états financiers (exécutif) [REEF - D 1 05 15, art. 3 al. 1]. Les informations budgétaires publiées dans ce tome ne font pas partie du périmètre de révision de l'auditeur indépendant.

Le **tome 2** contient le détail du compte de fonctionnement par politique publique et par programme, ainsi que d'autres informations nécessaires pour rendre compte de l'utilisation du budget de fonctionnement approuvé par le Grand Conseil.

Le **tome 3** contient le détail du compte d'investissement par politique publique, ainsi que d'autres informations nécessaires pour rendre compte de l'utilisation du budget.

Le **tome 4** contient les états financiers consolidés et le rapport de l'organe de révision. Les états financiers consolidés sont établis selon les normes IPSAS à l'exception des dérogations édictées par voie légale (législatif) ainsi que par le Règlement sur l'établissement des états financiers (exécutif) [REEF - D 1 05 15, art. 3 al. 1]

Le **tome 6**, annexe au rapport sur les comptes 2024, contient le bilan social de l'Etat et des institutions autonomes, soit des données statistiques et des informations décrivant le personnel de l'administration et de 12 entités autonomes.

Sommaire

Avant-propos 5

L'essentiel en quelques chiffres 5

Chapitre 1 - Emplois (postes) 6

Chapitre 2 - Collaborateurs et collaboratrices 9

2.1. Effectifs 9

2.2. Pyramide des âges 10

2.3. Ancienneté 12

2.4. Effectifs par nationalité et par lieu de résidence 13

2.5. Flux de personnel 13

2.5.1 Entrées 14

2.5.2 Sorties 14

2.5.3 Promotion de l'égalité entre femmes et hommes 15

2.6. Taux d'absence 16

2.6.1 Accidents 16

Chapitre 3 - Rémunération 17

3.1. Grille salariale 17

3.2. Salaires, indemnités et primes 18

Chapitre 4 - Conditions d'emploi 19

4.1. Travail à temps partiel 19

4.2. Horaires, vacances et congés 20

4.3. Prévoyance professionnelle 20

4.4 Télétravail 20

4.5. Mobilité respectueuse de l'environnement 20

Chapitre 5 - Formation 21

5.1. Formation initiale 21

5.2. Formation continue 21

Chapitre 6 - Gestion des compétences 21

Chapitre 7 - Relations professionnelles 22

7.1. Relations avec les organisations représentatives du personnel 22

7.2. Groupe de confiance 22

Annexes 25

Liste des tableaux et graphiques 32

Liste des abréviations 34

Avant-propos

Le bilan social 2024 de l'Etat de Genève décrit les ressources humaines des départements de l'administration cantonale, du pouvoir judiciaire (PJ) et du secrétariat général du Grand Conseil, soit ce qu'on appelle communément le Petit Etat.[1]

A la fin de l'année 2024, les effectifs avaient progressé de 2% par rapport à l'année précédente. Les caractéristiques démographiques de la force de travail ont peu évolué au cours de la période; l'âge moyen notamment est demeuré stable à près de 45 ans. Globalement, le taux d'activité a progressé avec une légère diminution de la pratique du temps partiel. Le taux de femmes cadres continue sa progression (+0.7%) pour se rapprocher du nouvel objectif de 45%. Sur le plan des rémunérations, les salaires ont bénéficié de l'octroi de l'annuité et d'une indexation de l'échelle des traitements de 1%.

L'essentiel en quelques chiffres

	2023	2024	2024/2023
Effectif en personnes	19'674	20'098	424
Postes en équivalent temps plein (ETP)	18'240.1	18'588.7	348.6
Age moyen	45.2	45.2	0.0
Proportion de personnes résidant à Genève	74.8%	74.8%	0.0%
Pourcentage de temps partiel	38.2%	38.1%	-0.1%
Nombre de personnes en formation initiale	558	608	50
Taux de rotation	4.5%	4.8%	0.3%
Taux d'entretien de développement	73%	71%	-2%
Absences maladies et accident	6.4%	6.6%	0.2%
Nombre d'accidents	4'049	4'095	46
Traitement médian avec prime	120'330	121'734	1'404

La situation des ressources humaines au sein des établissements autonomes fait l'objet d'un document séparé, intitulé « bilan social de l'Etat et des institutions autonomes ». Publié plus tard dans l'année, son contenu couvre ce qu'on appelle communément le Grand Etat. Les différentes éditions du bilan social de l'Etat (ou Petit Etat) ainsi que du bilan social de l'Etat et des institutions autonomes (Grand Etat) sont accessibles en ligne à l'adresse suivante : https://www.ge.ch/document/bilan-social.

[1] Les données montrent une photographie de l'administration au 31 décembre 2024. Toutefois, à l'image d'un film tourné sur 12 mois, certaines statistiques portent sur les données enregistrées tout au long de l'année. C'est le cas du taux de rotation, du taux d'absence ou encore du décompte des primes et indemnités notamment. Par construction, les statistiques rapportées à ce sujet intègrent les éléments qui figurent dans l'historique de l'année. Ce fait a pour conséquence de considérer des éléments rattachés parfois à des membres du personnel ayant transité entre deux départements en raison de réorganisation.

Chapitre 1 - Emplois (postes)

Les emplois à temps plein (ETP), aussi appelés postes, sont une notion budgétaire. Les effectifs, eux, décrivent des personnes et sont présentés à partir du 2ème chapitre. Dès lors qu'un ETP est occupé par une personne, on dit qu'il est consommé.

Les comptes permettent d'apprécier dans quelle mesure les ETP indiqués au budget ont été pourvus. Si des ETP ne sont pas pourvus, on parle de sous-consommation.

Les postes se répartissent en trois catégories :

- Les magistrates et magistrats, élus par le Grand Conseil ou le peuple.
- Les fonctions permanentes, occupées par des personnes nommées pour une durée indéterminée et employées en période probatoire (dont la durée est en règle générale de deux ans).
- Les fonctions non permanentes, occupées par des auxiliaires pour assurer des tâches temporaires de trois ans au maximum et des agentes et agents spécialisés engagés pour huit ans au maximum. Cette catégorie comprend également les personnes effectuant des remplacements de longue durée dans l'enseignement.

1 - Consommation des postes prévus au budget de l'Etat en équivalent temps plein (ETP) au 31 décembre 2023 et 2024 par catégorie du personnel

Catégorie du personnel	2023		2024	
	Budget	Comptes	Budget	Comptes
Magistrature	165.0	162.0	174.0	174.0
Fonctions permanentes	17'566.5	17'104.5	17'887.9	17'457.4
Fonctions non permanentes	520.9	973.6	554.6	957.3
Total	**18'252.4**	**18'240.1**	**18'616.5**	**18'588.7**

Elus et élues du Grand Conseil non compris. Personnel en formation (hors stagiaires police et détention) non compris.

2 - Consommation des postes prévus au budget de l'Etat en ETP au 31 décembre 2023 et 2024 par statut de personnel

Statut de personnel	2023		2024	
	Budget	Comptes	Budget	Comptes
Magistrature	165.0	162.0	174.0	174.0
Personnel administratif et technique	8'718.8	8'300.4	8'874.3	8'470.6
Corps enseignant	6'677.2	6'648.8	6'824.1	6'808.0
Police et détention	2'170.5	2'155.3	2'189.5	2'178.8
Fonctions non permanentes	520.9	973.6	554.6	957.3
Total	**18'252.4**	**18'240.1**	**18'616.5**	**18'588.7**

Personnel en formation (hors stagiaires police et détention) non compris.

L'année sous revue a débouché sur une augmentation de 348.6 postes, ce qui représente une progression de 1.9% par rapport aux comptes de l'année précédente. Cette hausse a été essentiellement le reflet d'une augmentation du personnel administratif et technique (+170.1 postes), suivi du corps enseignant (+159.2 postes). En termes de proportion, ces deux catégories de personnel ont ainsi progressé de respectivement 2% pour la première, et 2.4% pour la seconde. A elles seules, ces deux catégories de personnel représentent 94% de l'augmentation totale des postes enregistrés au cours de la période.

3 - Consommation des postes prévus au budget en ETP au 31 décembre 2024 par catégorie de personnel et par département ou entité

Département / Entité	Budget				Comptes			
	Magistrature	Fonctions permanentes	Fonctions non permanentes	Total	Magistrature	Fonctions permanentes	Fonctions non permanentes	Total
Chancellerie d'Etat	8.0	113.2	2.9	124.1	8.0	110.7	5.2	123.9
Finances, ressources humaines et affaires extérieures		1'103.1	28.9	1'132.0		1'074.7	40.4	1'115.1
Instruction publique, formation et jeunesse		9'222.8	280.8	9'503.5		9'114.3	544.8	9'659.1
Institutions et numérique		4'281.0	37.8	4'318.7		4'164.4	105.4	4'269.8
Territoire		1'002.6	37.1	1'039.7		947.4	51.0	998.4
Santé et mobilités		567.5	26.8	594.4		530.6	36.9	567.5
Economie et emploi		433.6	29.5	463.1		382.8	44.9	427.7
Cohésion sociale		467.6	34.3	501.9		449.4	40.5	489.8
Secrétariat général du Grand Conseil		24.3	0.0	24.3		21.9	0.2	22.1
Cour des comptes	3.0	0.0	22.6	25.6	3.0	0.0	23.8	26.8
Pouvoir judiciaire	163.0	672.4	54.0	889.4	163.0	661.2	64.2	888.4
Total	**174.0**	**17'887.9**	**554.6**	**18'616.5**	**174.0**	**17'457.4**	**957.3**	**18'588.7**

Personnel en formation (hors stagiaires police et détention) non compris.

4 - Consommation des postes prévus au budget en ETP au 31 décembre 2024 par catégorie de personnel et par politique publique

Politique publique	Budget				Comptes			
	Magistrature	Fonctions permanentes	Fonctions non permanentes	Total	Magistrature	Fonctions permanentes	Fonctions non permanentes	Total
A Autorités et gouvernance	11.0	184.7	26.7	222.4	11.0	176.3	31.5	218.8
B Etats-majors et prestations transversales		1'429.7	43.0	1'472.7		1'385.5	77.1	1'462.6
C Cohésion sociale		408.4	31.8	440.2		392.0	35.5	427.4
D Culture, sport et loisirs		29.4	.5	29.9		27.1	3.0	30.1
E Environnement et énergie		314.5	11.5	326.0		296.9	17.2	314.1
F Formation		9'150.4	278.4	9'428.7		9'042.7	537.2	9'579.9
G Aménagement et logement		372.5	16.1	388.6		348.2	20.0	368.2
H Sécurité et population		3'594.8	33.9	3'628.7		3'505.1	85.3	3'590.4
I Impôts et finances		793.8	5.2	799.0		768.3	8.3	776.6
J Justice	163.0	672.4	54.0	889.4	163.0	661.2	64.2	888.4
K Santé		153.0	13.1	166.0		141.6	13.4	155.0
L Economie et emploi		409.3	27.8	437.1		359.8	43.9	403.7
M Mobilité		375.4	12.7	388.1		352.9	20.7	373.6
Total	**174.0**	**17'887.9**	**554.6**	**18'616.5**	**174.0**	**17'457.4**	**957.3**	**18'588.7**

Personnel en formation (hors stagiaires police et détention) non compris

5 - Etablissements autonomes – Consommation des postes des fonctions permanentes prévus au budget en ETP au 31 décembre 2024 par politique publique

Politique publique	Budget	Comptes
	Fonctions permanentes	Fonctions permanentes
A Autorités et gouvernance (AIG, FIPOI)	1'058.2	1'056.9
C Cohésion sociale (Hospice général, EPI)	1'875.1	1'875.2
E Environnement et énergie (SIG)	1'626.0	1'608.0
F Formation (Université, HES)	3'480.2	3'451.3
K Santé (HUG, IMAD)	13'069.8	13'112.9
L Economie et emploi (Palexpo)	195.0	186.9
M Mobilité (TPG, Fondation des parkings)	2'430.6	2'467.8

Douze établissements autonomes et/ou subventionnés par l'Etat traitent chacun de politiques publiques spécifiques.[2]

Les statistiques en matière d'ETP pour les établissements autonomes sont présentées à titre d'information dans les budgets et les comptes individuels de l'Etat.

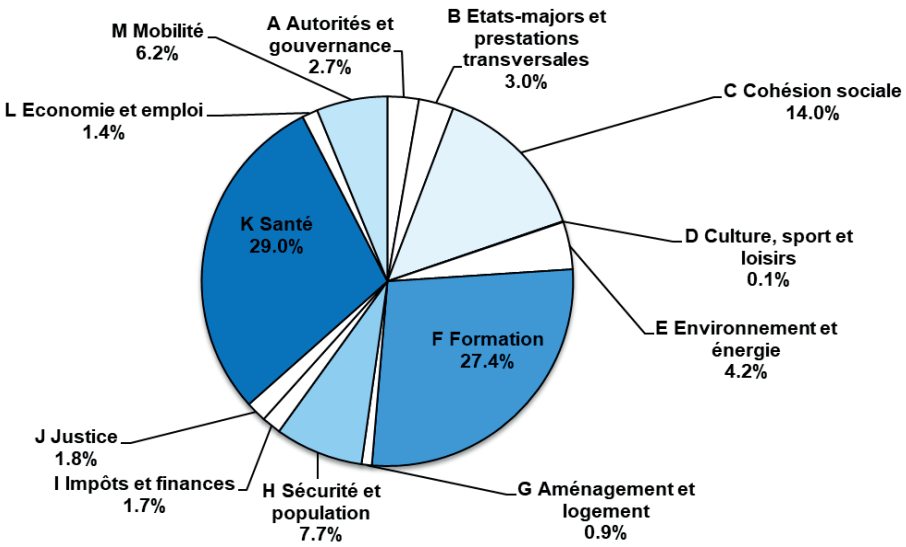
6 - Etat et établissements autonomes (Grand Etat) – Consommation des postes prévus au budget en ETP au 31 décembre 2024 par politique publique

Politique publique	Budget			Comptes		
	Magistrature	Fonctions permanentes	Total	Magistrature	Fonctions permanentes	Total
A Autorités et gouvernance	11.0	1'242.9	1'253.9	11.0	1'233.2	1'244.2
B Etats-majors et prestations transversales		1429.7	1429.7		1385.5	1385.5
C Cohésion sociale		6'412.5	6'412.5		6'377.5	6'377.5
D Culture, sport et loisirs		29.4	29.4		27.1	27.1
E Environnement et énergie		1'940.5	1'940.5		1'904.9	1'904.9
F Formation		12630.6	12630.6		12494.1	12494.1
G Aménagement et logement		438.8	438.8		411.4	411.4
H Sécurité et population		3594.8	3594.8		3505.1	3505.1
I Impôts et finances		793.8	793.8		768.3	768.3
J Justice	163.0	672.4	835.4	163.0	661.2	824.2
K Santé		13'222.8	13'222.8		13'254.5	13'254.5
L Economie et emploi		685.2	685.2		625.6	625.6
M Mobilité		2'806.0	2'806.0		2'820.7	2'820.7
Total	**174.0**	**45'899.1**	**46'073.1**	**174.0**	**45'468.8**	**45'642.8**

Personnel en formation (hors stagiaires police et détention) non compris

Le tableau ci-dessus résulte de l'addition des tableaux 4 (Petit Etat) et 5 (établissements autonomes). Il couvre ainsi ce qu'on appelle le Grand Etat.

7 - Grand Etat – Affectation par politique publique de la consommation des postes prévus au budget en ETP au 31 décembre 2024, en pourcent



[2] Sont pris en considération les établissements autonomes suivants : Université, HUG, Hospice général, IMAD, AIG, TPG, SIG, Fondation des parkings, FIPOI, Palexpo, HES, EPI.

Chapitre 2 - Collaborateurs et collaboratrices

2.1 Effectifs

Les effectifs ont augmenté de 424 personnes en 2024, soit une hausse de 2.2%.

NB : Les conseillères et conseillers d'Etat, la chancelière et les magistrates et magistrats de la Cour des comptes ne sont pas inclus dans les effectifs. Sauf mention explicite du contraire, les effectifs rapportés sont constitués des personnes recensées actives au 31 décembre 2024 qui sont au bénéfice d'un engagement en poste fixe en affectation principale.

8 - Evolution des effectifs entre 2021 et 2024 (au 31 décembre), par statut de personnel (personne physique)

Statut de personnel	2021		2022		2023		2024	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Magistrature	152	0.8%	155	0.8%	155	0.8%	169	0.8%
Personnel administratif et technique	9'032	47.6%	9'136	47.5%	9'361	47.6%	9'540	47.5%
Corps enseignant	7'612	40.1%	7'806	40.5%	7'975	40.5%	8'179	40.7%
Police et détention	2'178	11.5%	2'154	11.2%	2'183	11.1%	2'210	11.0%
Total	**18'974**	**100.0%**	**19'251**	**100.0%**	**19'674**	**100.0%**	**20'098**	**100.0%**

Entre 2023 et 2024, l'augmentation des effectifs a été la plus marquée au sein du corps enseignant (+204, soit 2.6%), suivi du personnel administratif et technique (+179, soit 1.9%).

9 - Effectifs au 31 décembre 2024 par statut de personnel (personne physique) et par sexe

Statut de personnel	Hommes		Femmes		2024	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Magistrature	58	34.3%	111	65.7%	169	0.8%
Personnel administratif et technique	4'181	43.8%	5'359	56.2%	9'540	47.5%
Corps enseignant	2'761	33.8%	5'418	66.2%	8'179	40.7%
Police et détention	1'859	84.1%	351	15.9%	2'210	11.0%
Total	**8'859**	**44.1%**	**11'239**	**55.9%**	**20'098**	**100.0%**

La proportion des femmes au sein du personnel a légèrement augmenté (+0.1%) par rapport à 2023.

10 - Effectifs au 31 décembre 2024 par département (personne physique) et par sexe

Département	Hommes		Femmes		2024	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Chancellerie d'Etat	54	42.9%	72	57.1%	126	0.6%
Finances, ressources humaines et affaires extérieures	523	44.8%	645	55.2%	1'168	5.8%
Instruction publique, formation et jeunesse	3'562	32.3%	7'457	67.7%	11'019	54.8%
Institutions et numérique	3'189	74.0%	1'119	26.0%	4'308	21.4%
Territoire	559	54.0%	477	46.0%	1'036	5.2%
Santé et mobilités	349	60.6%	227	39.4%	576	2.9%
Economie et emploi	178	42.5%	241	57.5%	419	2.1%
Cohésion sociale	196	38.8%	309	61.2%	505	2.5%
Secrétariat général du Grand Conseil	13	48.1%	14	51.9%	27	0.1%
Pouvoir judiciaire	236	25.8%	678	74.2%	914	4.5%
Total	**8'859**	**44.1%**	**11'239**	**55.9%**	**20'098**	**100.0%**

Le DIP demeure le département comprenant le plus de femmes, soit 67.7%. A noter que le DIP représente plus de la moitié de l'ensemble des effectifs. Le DIN constitue le département le plus masculin avec une prédominance masculine de près de 74%.

2.2 Pyramide des âges

11 - Structure des effectifs 2024 par sexe, statut de personnel et par département ou entité

Sexe	Age moyen	Moins de 35	Entre 35 et 49	Plus de 50 ans
Femmes	44.8	21.4%	44.3%	34.3%
Hommes	45.8	17.9%	43.7%	38.3%
Statut de personnel				
Magistrature	50.0	2.4%	45.6%	52.1%
Personnel administratif et technique	46.7	16.3%	41.9%	41.9%
Corps enseignant	44.7	21.5%	44.6%	33.9%
Police et détention	40.6	30.7%	51.2%	18.1%
Département / Entité				
Chancellerie d'Etat	49.4	7.9%	38.9%	53.2%
Finances, ressources humaines et affaires extérieures	47.4	14.3%	41.0%	44.7%
Instruction publique, formation et jeunesse	45.0	21.0%	44.1%	34.9%
Institutions et numérique	43.5	24.1%	46.3%	29.6%
Territoire	48.9	8.8%	42.1%	49.1%
Santé et mobilités	47.4	14.9%	39.9%	45.1%
Economie et emploi	50.0	8.6%	34.1%	57.3%
Cohésion sociale	46.0	17.6%	43.8%	38.6%
Secrétariat général du Grand Conseil	48.6	14.8%	33.3%	51.9%
Pouvoir judiciaire	45.3	17.1%	47.2%	35.8%
Total	**45.2**	**19.9%**	**44.0%**	**36.1%**

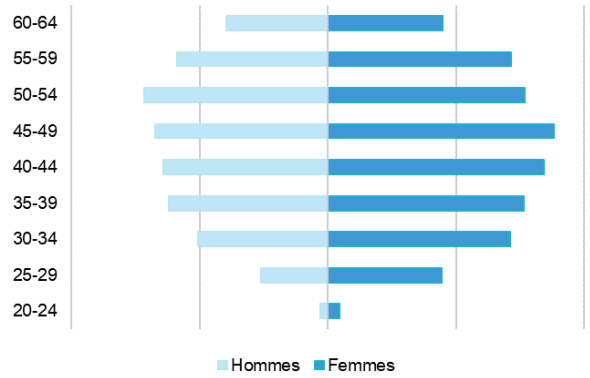
Comparé à l'année passée, l'âge moyen est resté stable à 45.2 ans. L'âge moyen des hommes a toutefois légèrement augmenté pour atteindre 45.8 ans en 2024 alors qu'il est demeuré stable pour les femmes.

12 - Structure des effectifs 2024 par statut de personnel

Statut du personnel	Sexe	Age min.	Age médian	Age moyen	Age max.
Magistrature	Femme	33.8	49.4	49.4	64.8
	Homme	33.4	52.6	51.2	64.8
	Total	**33.4**	**50.3**	**50.0**	**64.8**
Personnel administratif et technique	Femme	20.3	46.1	46.0	65.2
	Homme	20.6	48.7	47.6	65.2
	Total	**20.3**	**47.3**	**46.7**	**65.2**
Corps enseignant	Femme	22.4	44.2	44.0	65.3
	Homme	22.9	46.4	46.0	65.3
	Total	**22.4**	**45.0**	**44.7**	**65.3**
Police et détention	Femme	23.7	36.9	38.0	61.2
	Homme	22.2	39.9	41.1	64.3
	Total	**22.2**	**39.3**	**40.6**	**64.3**
Total		**20.3**	**45.5**	**45.2**	**65.3**

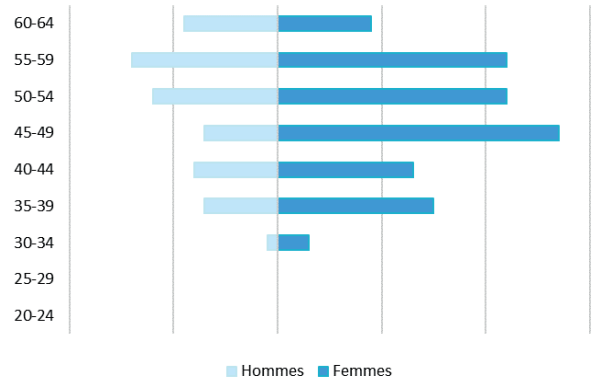
Les carrières se terminent plus tôt au sein du personnel de la police et de la détention que pour les autres catégories de personnel. Parmi le corps enseignant, il arrive que l'âge limite de 65 ans soit dépassé afin de permettre de terminer l'année scolaire en cours.

13 - Pyramide des âges 2024



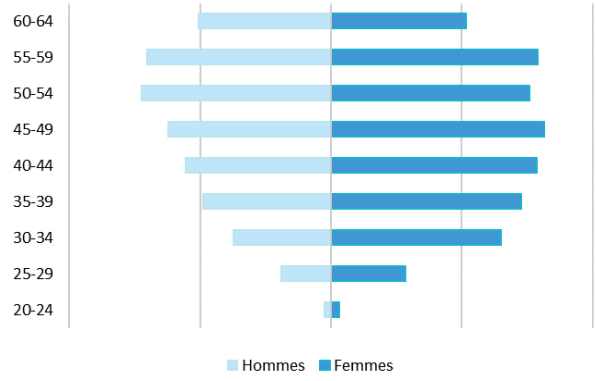
La pyramide des âges globale poursuit une tendance à l'élargissement à ses deux extrémités, soit les personnes de plus de 50 ans et de moins de 25 ans.

14 - Pyramide des âges dans la magistrature



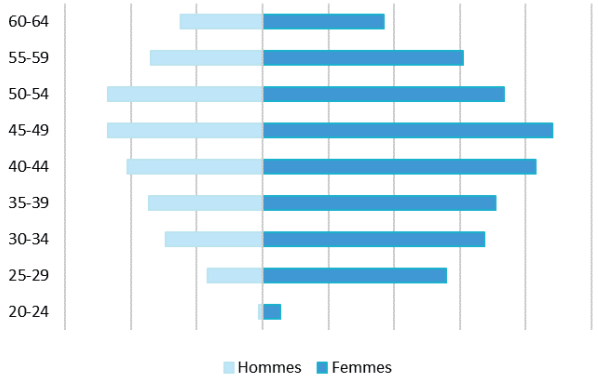
La pyramide des âges dans la magistrature montre qu'il s'agit d'un statut que l'on commence à exercer tardivement majoritairement par les femmes.

15 - Pyramide des âges du PAT



L'équilibre de la pyramide des âges du personnel administratif et technique s'explique par la diversité des métiers que regroupe cette catégorie.

16 - Pyramide des âges du corps enseignant



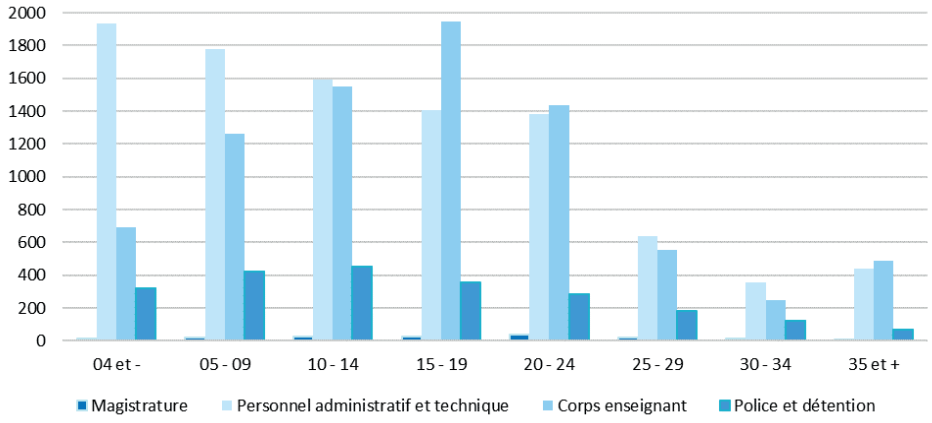
La prédominance féminine qui caractérise le corps enseignant s'observe de façon marquée parmi les classes d'âge les plus jeunes.

17 - Pyramide des âges du personnel police et détention

La pyramide des âges des métiers de la sécurité continue à s'élargir vers le haut en raison du relèvement progressif de 52 à 58 ans de l'âge minimal de la retraite du personnel de police, selon un processus qui se déroule de 2011 à 2026.

2.3 Ancienneté

18 - Répartition des effectifs 2024 par tranches d'années d'ancienneté



Par sa forme en rupture, la distribution porte la marque des mesures de limitation des effectifs des années 1990. Reflétant une caractéristique de ces métiers, la longévité des carrières est apparente au sein du corps enseignant et du personnel de la sécurité.

2.4 Effectifs par nationalité et par lieu de résidence

19 - Répartition des effectifs 2024 par nationalité et lieu de résidence

	Lieu de résidence			
Nationalité	Canton de GE	Autres cantons	Hors Suisse	Total
Suisse	13'682	1'511	2'336	17'529
AELE + UE	1'208	124	1'087	2'419
Autres pays	138	9	3	150
Total	**15'028**	**1'644**	**3'426**	**20'098**

Dès lors qu'elle a la nationalité suisse, une personne qui a plusieurs nationalités figure sous « Suisse ».

20 - Répartition des effectifs 2024 par nationalité et lieu de résidence, en % du total

	Lieu de résidence			
Nationalité	Canton de GE	Autres cantons	Hors Suisse	Total
Suisse	68.1%	7.6%	11.6%	87.3%
AELE + UE	6.0%	0.6%	5.4%	12.0%
Autres pays	0.7%	0.0%	0.0%	0.7%
Total	**74.8%**	**8.2%**	**17.0%**	**100.0%**

Le pourcentage de personnes résidant dans le canton de Genève est stable par rapport à l'année 2023.

21 - Types de permis de travail en 2024

Types de permis	Effectif en %
C	6.3%
G	5.4%
B	1.0%
Total	**12.7%**

Ce tableau détaille les permis de travail dont disposent les personnes non suisses. Les titulaires d'autorisation d'établissement en Suisse (permis C) sont les plus nombreux, devant les titulaires de permis pour frontaliers (permis G) et les personnes résidentes de longue durée (permis B).

2.5 Flux de personnel

22 - Taux de rotation du personnel 2014 - 2024 en ETP

Année	Taux
2014	5.4%
2015	4.4%
2016	3.9%
2017	5.1%
2018	4.5%
2019	5.0%
2020	4.0%
2021	3.8%
2022	5.0%
2023	4.5%
2024	4.8%

Le taux de rotation du personnel exprime le nombre de personnes arrivées et parties durant l'année par rapport au nombre moyen de personnes présentes en début et fin de période. Ce taux est stable dans la durée à l'Etat de Genève. Les hausses de 2014 et 2017 s'expliquent par des hausses du nombre de retraites anticipées liées aux changements des conditions de départ à la retraite en 2014 et 2018.

23 - Taux de rotation du personnel 2024 en ETP par département

Département	Taux
Chancellerie d'Etat	2.8%
Finances, ressources humaines et affaires extérieures	3.8%
Instruction publique, formation et jeunesse	4.3%
Institutions et numérique	3.8%
Territoire	6.0%
Santé et mobilités	6.2%
Economie et emploi	9.9%
Cohésion sociale	10.0%
Secrétariat général du Grand Conseil	0.0%
Pouvoir judiciaire	9.4%
Total	**4.8%**

2.5.1 Entrées

Dans le tableau présenté ci-dessous sont également considérées les entrées des personnes en formation ou occupant des fonctions non permanentes.

24 - Entrées 2023 et 2024 en personnes

	Effectifs	
Entrées	**2023**	**2024**
Fonctions permanentes et magistrats	608	667
Fonctions non permanentes	445	486
Apprentissage, stagiaires	289	299
Total	**1'342**	**1'452**

2.5.2 Sorties

25 - Sorties 2023 et 2024 en personnes

	Effectifs	
Motifs de sortie	**2023**	**2024**
Décès	9	9
Démission	249	264
Fin de contrat	24	26
Invalidité	27	46
Licenciement	73	68
Pont AVS	148	166
Retraite	226	250
Total	**756**	**829**

2.5.3 Promotion de l'égalité entre femmes et hommes

26 - Effectifs 2024 des cadres (classe 23 et plus) par sexe et département ou entité

Département	Hommes	en %	Femmes	en %	Total
Chancellerie d'Etat	21	42.0%	29	58.0%	50
Finances, ressources humaines et affaires extérieures	99	56.6%	76	43.4%	175
Instruction publique, formation et jeunesse	142	42.9%	189	57.1%	331
Institutions et numérique	208	77.6%	60	22.4%	268
Territoire	95	65.1%	51	34.9%	146
Santé et mobilités	43	54.4%	36	45.6%	79
Economie et emploi	23	52.3%	21	47.7%	44
Cohésion sociale	22	51.2%	21	48.8%	43
Secrétariat général du Grand Conseil	6	66.7%	3	33.3%	9
Pouvoir judiciaire*	38	39.6%	58	60.4%	96
Total	**697**	**56.2%**	**544**	**43.8%**	**1'241**

* A noter que la définition de cadre diffère au Pouvoir judiciaire depuis l'entrée en vigueur du RPPJ en janvier 2021.
La statistique présentée a toutefois été élaborée selon la définition de l'administration cantonale mais n'inclut pas les magistrats.

La présence des femmes dans les fonctions d'encadrement supérieur s'est renforcée au cours de ces dernières années, dépassant l'objectif de 40% fixé lors de la précédente législature et permettant ainsi de se rapprocher du nouvel objectif de 45%.

L'égalité entre femmes et hommes est un principe inscrit dans la loi sur le personnel de l'Etat (LPAC) et la loi sur l'égalité et la lutte contre les discriminations liées au sexe et au genre (LED-Genre). Ce principe se traduit notamment par différentes mesures de conciliation des vies, telles que le temps partiel compatible avec les postes à responsabilité, les congés parentaux et le développement du télétravail.

27 - Ecart de rémunération entre femmes et hommes 2024

Sexe	Salaire moyen	Salaire médian
Hommes	119'931	116'925
Femmes	118'864	116'689
Différence	**1'067**	**236**

28 - Ecart de rémunération entre femmes et hommes par tranches de classes de salaire au 31.12.2024

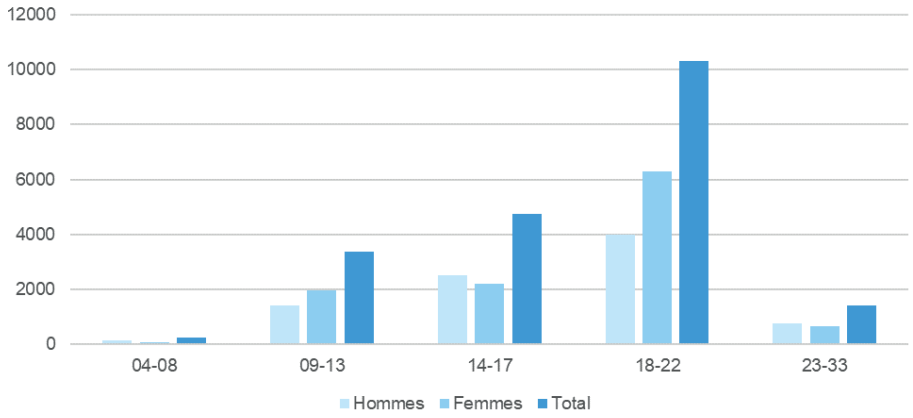
	Salaire médian			Salaire moyen		
Classe	Hommes	Femmes	Différence	Hommes	Femmes	Différence
04-08	70'104	71'851	- 1'747	73'167	71'807	1'573
09-13	91'610	95'300	- 3'690	90'670	92'841	- 2'256
14-17	109'246	109'293	- 47	106'670	107'516	- 846
18-22	132'379	127'681	4'698	129'782	125'347	4'435
23-33	170'212	169'124	1'088	177'371	179'428	- 1'620
Total	**116'925**	**116'689**	**236**	**119'931**	**118'864**	**1'067**

Le salaire médian est le niveau qui sépare deux ensembles de salariés, à savoir 50% qui gagnent moins et 50% qui gagnent plus.

Le tableau précédent présente les écarts de salaires entre femmes et hommes à l'intérieur d'un groupe de classes salariales en tenant compte des taux d'activité normalisés.

En 2021, l'office du personnel de l'Etat (OPE) a réalisé l'analyse de l'égalité salariale du personnel de l'administration, à l'exclusion du PJ, conformément à la révision de la loi fédérale sur l'égalité (LEg) entrée en vigueur le 1er juillet 2020. Les résultats montrent que la différence de salaires entre les femmes et les hommes n'est statistiquement pas significative.

29 - Répartition des effectifs 2024 selon la classe de fonction et le sexe



Les classes 18-22, qui comprennent notamment le corps enseignant du primaire (18) et du secondaire (20), réunissent les effectifs les plus importants. La prédominance masculine caractérise les classes 14-17, avec notamment les métiers de la sécurité, ainsi que les classes 23-33.

2.6 Taux d'absence

30 - Taux d'absences 2024 pour maladies et accidents par département ou entité

Département	
Chancellerie d'Etat	5.7%
Finances, ressources humaines et affaires extérieures	6.2%
Instruction publique, formation et jeunesse	5.9%
Institutions et numérique	7.9%
Territoire	5.2%
Santé et mobilités	6.9%
Economie et emploi	9.0%
Cohésion sociale	8.9%
Secrétariat général du Grand Conseil	3.2%
Pouvoir judiciaire	7.7%
Total	**6.6%**

2.6.1 Accidents

31 - Nombre d'accidents en 2023 et 2024

Type d'accident	2023	2024
Accidents professionnels	829	882
Accidents non professionnels	3'220	3'213
Total	**4'049**	**4'095**

Par rapport à 2023, le nombre d'accidents a moins augmenté que la progression des effectifs. A noter que la hausse du nombre d'accidents professionnels s'explique essentiellement par des cas sans gravité.

32 - Taux d'absences en 2024 par nature de l'absence, par département ou entité

Département	Maladie	Accident	Total
Chancellerie d'Etat	5.0%	0.8%	5.7%
Finances, ressources humaines et affaires extérieures	5.6%	0.6%	6.2%
Instruction publique, formation et jeunesse	5.2%	0.7%	5.9%
Institutions et numérique	6.1%	1.8%	7.9%
Territoire	4.5%	0.7%	5.2%
Santé et mobilités	6.1%	0.7%	6.9%
Economie et emploi	8.5%	0.6%	9.0%
Cohésion sociale	8.3%	0.6%	8.9%
Secrétariat général du Grand Conseil	2.9%	0.2%	3.2%
Pouvoir judiciaire	7.0%	0.6%	7.7%
Total	**5.6%**	**1.0%**	**6.6%**

Par rapport à 2023, le taux d'absence total a augmenté de 0.2%. Cette hausse s'explique essentiellement par une augmentation des absences pour causes de maladie.

Rappelons qu'en 2022, le Conseil d'Etat a adopté un plan de lutte contre l'absence destiné à renforcer et améliorer le dispositif de suivi des absences. Sur la période allant de décembre 2022 à décembre 2024, le taux d'absence maladie, hors maladie prénatale, de l'administration cantonale a baissé de 9%, passant de 5.7% à 5.2%. Si rien n'avait été fait, le taux aurait probablement poursuivi sa croissance et aurait pu atteindre 5,9%.

Chapitre 3 - Rémunération

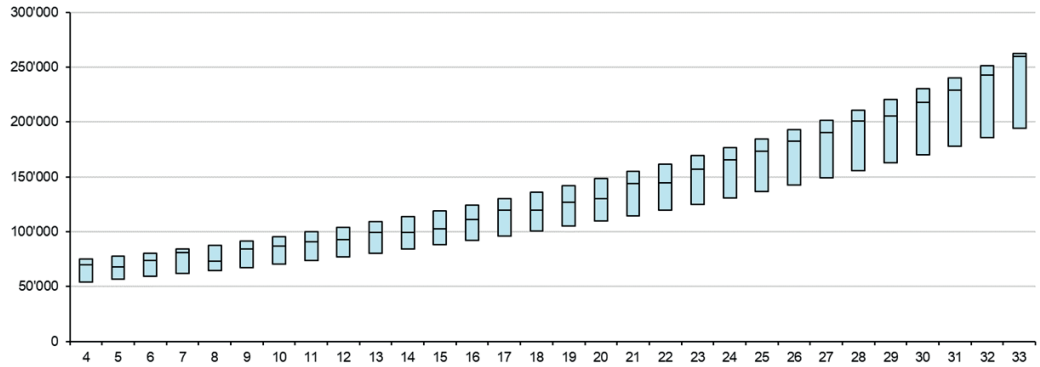
3.1 Grille salariale

33 - Echelle des traitements 2024 (13ème salaire compris)

Classe	Min	Max	Classe	Min	Max	Classe	Min	Max
4	54'194	75'382	**14**	84'170	113'806	**24**	130'720	176'752
5	56'633	77'775	**15**	87'958	118'926	**25**	136'603	184'701
6	59'182	80'438	**16**	91'917	124'285	**26**	142'751	193'007
7	61'846	84'056	**17**	96'054	129'876	**27**	149'175	201'695
8	64'630	87'846	**18**	100'377	135'713	**28**	155'888	210'770
9	67'539	91'323	**19**	104'894	141'820	**29**	162'903	220'259
10	70'579	95'431	**20**	109'615	148'213	**30**	170'234	230'172
11	73'756	99'728	**21**	114'548	154'880	**31**	177'895	240'521
12	77'076	104'214	**22**	119'703	161'859	**32**	185'901	251'357
13	80'545	108'909	**23**	125'090	169'124	**33**	194'267	262'661

Au 1er janvier 2024, l'échelle a bénéficié d'une indexation de 1%.

34 - Minimum et maximum pour chaque classe de traitement et salaire moyen de référence, à un taux d'activité de 100%, des membres du personnel par classe (sans indemnités ni débours)



Chaque rectangle représente l'amplitude des salaires au sein d'une classe salariale, le trait indiquant la moyenne au sein de la classe.

35 - Effectifs 2024 par classe de fonction

Classe	Effectif	en %	Classe	Effectif	en %	Classe	Effectif	en %
4	72	0.4%	14	869	4.3%	24	146	0.7%
5	8	0.0%	15	1'680	8.4%	25	224	1.1%
6	10	0.0%	16	1'525	7.6%	26	102	0.5%
7	10	0.0%	17	665	3.3%	27	107	0.5%
8	155	0.8%	18	4'013	20.0%	28	22	0.1%
9	375	1.9%	19	634	3.2%	29	14	0.1%
10	419	2.1%	20	4'760	23.7%	30	15	0.1%
11	1'098	5.5%	21	543	2.7%	31	5	0.0%
12	789	3.9%	22	356	1.8%	32	184	0.9%
13	707	3.5%	23	589	2.9%	33	2	0.0%

Les classes 18 et 20, qui comportent respectivement le corps enseignant du primaire et du secondaire, regroupent à elles seules plus de 43% des effectifs.

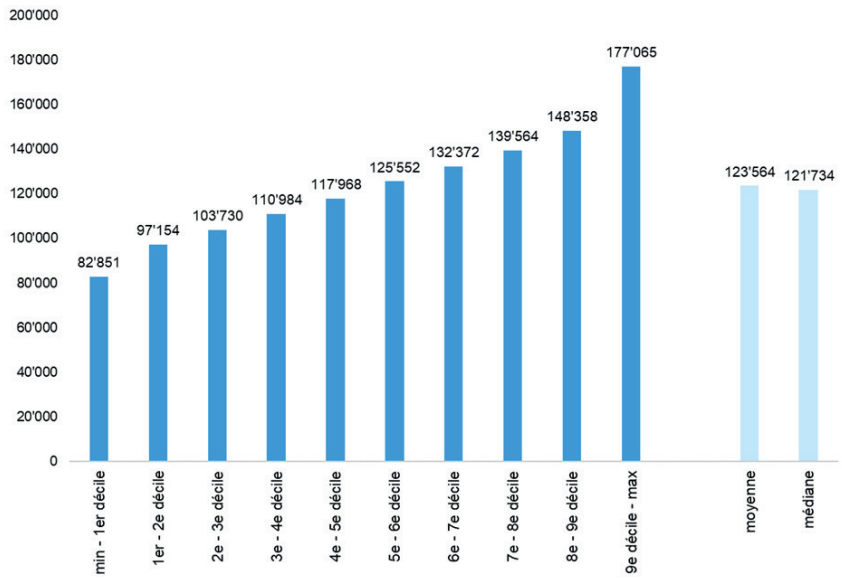
36 - Effectifs 2024 par annuité

Annuité	Effectif	en %	Annuité	Effectif	en %	Annuité	Effectif	en %
0	737	3.7%	8	1'033	5.1%	16	933	4.6%
1	964	4.8%	9	796	4.0%	17	724	3.6%
2	749	3.7%	10	1'148	5.7%	18	591	2.9%
3	971	4.8%	11	914	4.5%	19	720	3.6%
4	633	3.1%	12	770	3.8%	20	716	3.6%
5	790	3.9%	13	841	4.2%	21	492	2.4%
6	715	3.6%	14	818	4.1%	22	2'375	11.8%
7	727	3.6%	15	941	4.7%			

Le versement de l'annuité en 2024 explique la progression des pourcentages de personnes en annuités plutôt élevées.

3.2 Salaires, indemnités et primes

37 - Salaire brut annuel 2024 par décile, y compris indemnités et primes



Du fait du versement de l'annuité et de l'indexation de 1% de l'échelle des traitements en 2024, les salaires ont globalement augmenté.

38 - Primes, indemnités et débours 2024

Nature	Dépenses 2023		Dépenses 2024	
	Montant	en %	Montant	en %
Eléments de rémunération liés au droit du travail	10'969'704	13.4%	11'002'789	13.1%
Indemnités liées aux conditions de travail	45'528'502	55.7%	45'417'577	54.0%
Indemnités pour des responsabilités additionnelles	17'877'900	21.9%	19'838'010	23.6%
Primes et allocations	2'930'404	3.6%	3'468'417	4.1%
Débours et frais	4'391'738	5.4%	4'309'042	5.1%
Total	**81'698'248**	**100%**	**84'035'836**	**100%**

Les primes et indemnités figurant dans ce tableau représentent des montants additionnels versés au seul personnel en poste fixe. Le détail des primes, indemnités et débours figure à l'annexe 4. Elles font pour la plupart l'objet d'une indexation à la hausse de 1% au 1er janvier 2024.

39 - Indice de Gini 2014-2024

Indice de Gini	
2014	0.122
2015	0.122
2016	0.122
2017	0.121
2018	0.12
2019	0.12
2020	0.119
2021	0.119
2022	0.119
2023	0.119
2024	0.120

L'indice de Gini indique le degré d'égalitarisme de la politique salariale. L'égalité parfaite de tous les salaires correspondrait à un zéro, alors qu'une valeur de l'indice à 1 signifierait qu'une seule personne percevrait toute la masse salariale. Depuis plusieurs années, la valeur de l'indice est stable dénotant une distribution globalement inchangée et un indice très égalitaire.

Chapitre 4 - Conditions d'emploi

4.1 Travail à temps partiel

40 - Répartition des effectifs 2024 par taux d'activité, statut de personnel et par sexe

Statut du personnel		Taux d'activité		
		< à 50%	50% à 89%	90% - 100%
Magistrature	Femmes	0.0%	9.0%	91.0%
	Hommes	0.0%	3.4%	96.6%
	Total	0.0%	7.1%	92.9%
Personnel administratif et technique	Femmes	2.1%	50.3%	47.6%
	Hommes	0.8%	13.9%	85.2%
	Total	1.6%	34.4%	64.1%
Corps enseignant	Femmes	3.2%	51.7%	45.1%
	Hommes	6.3%	34.8%	58.9%
	Total	4.3%	46.0%	49.7%
Police et détention	Femmes	0.0%	20.5%	79.5%
	Hommes	0.0%	1.7%	98.3%
	Total	0.0%	4.7%	95.3%
Total		**2.5%**	**35.6%**	**61.9%**

La part des personnes travaillant à temps partiel est stable. Afin de faciliter un bon équilibre entre activité professionnelle et vie privée, l'Etat de Genève est très ouvert au temps partiel pour les membres de son personnel. Dans le but de favoriser les carrières féminines, il propose également un nombre croissant de postes de cadres dans une fourchette comprise entre 80 et 100%.

4.2 Horaires, vacances et congés

La durée hebdomadaire du travail à l'Etat de Genève est de 40 heures pour un emploi à plein temps. Quatre types d'horaire sont prévus, avec chacun ses prérogatives : variable, fondé sur la confiance, irrégulier ou fixe.

Le personnel de l'Etat de Genève a droit à 25 jours de vacances par an et 29 jours pour le personnel policier. Les personnes jusqu'à 20 ans ou dès 60 ans, ainsi que les cadres dès la classe 23, ont droit à 30 jours.

Le congé maternité, d'adoption ou de naissance, dure 16 semaines ou 20 semaines si la collaboratrice ou le collaborateur est en fonction depuis au moins six mois lors de l'accouchement, l'adoption ou l'accueil. Le congé parental est de dix jours et peut être doublé d'un congé non rémunéré d'une durée équivalente. La naissance, l'adoption ou l'accueil d'un enfant donne la possibilité à la mère ou au père de prendre un congé parental, sans traitement, d'une durée maximale de deux ans.

4.3 Prévoyance professionnelle

Mis à part le personnel de la police et de la détention qui a sa propre caisse de prévoyance (la caisse de prévoyance des fonctionnaires de police et des établissements pénitentiaires), le personnel de l'Etat est assuré auprès de la caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG).

4.4 Télétravail

La généralisation du télétravail au sein de l'Etat de Genève a démontré la nécessité d'adapter le règlement (RTAC) sur cette pratique. Le texte a été adapté en juin 2022. Il précise notamment que le télétravail n'est pas un droit et ne peut dépasser 40% du taux d'activité. Ses modalités d'application prévoient qu'un accord entre le membre du personnel et sa hiérarchie soit établi pour autant que les fonctions de l'administration au sein desquelles il peut être envisagé le permettent. A fin décembre 2024, 4'829 accords de télétravail avaient été conclus par les membres du personnel.

41 – Nombre de télétravailleurs selon conventions recensées fin 2024

Télétravail Conventions signées	Nombre	% du total
Femmes	2757	57%
Hommes	2072	43%

4.5 Mobilité respectueuse de l'environnement

L'Etat participe à l'abonnement annuel des transports publics pour un montant de 80 francs pour les adultes et de 220 francs pour les juniors. 2'527 personnes ont profité de cette possibilité en 2024 (contre 2'389 en 2023).

Chapitre 5 - Formation

5.1 Formation initiale

42 - Personnel en formation 2023 et 2024 (personnes physiques)

Personnel en formation	Effectif	
	2023	2024
Stagiaires	186	206
Stagiaires police - détention	89	124
Apprentis et apprenties	283	278
Total	**558**	**608**

Les stagiaires police et détention sont comptés également dans les fonctions permanentes du DIN.

5.2 Formation continue

Montrant une progression de l'ordre de 2% par rapport à l'année 2023, le nombre de personnes formées suit de près l'augmentation des effectifs. A noter que les chiffres couvrent l'ensemble des entités de formation de l'Etat, y compris celles du personnel en uniforme et du personnel enseignant.

43 - Nombre de personnes formées

Sexe	Nombre de personnes avec taux de participation > 75%
Femmes	7'265
Hommes	5'740
Total	**13'005**

44 - Jours de formation suivis

Sexe	Nombre de jours de formation dispensés
Femmes	15'335
Hommes	18'177
Total	**33'511**

Chapitre 6 - Gestion des compétences

Les entretiens d'évaluation et de développement du personnel (EEDP) ont lieu au terme de la période d'essai de trois mois, puis de la première et de la deuxième année d'activité. Après la nomination qui intervient en principe après deux ans, les entretiens doivent avoir lieu tous les deux ans.

45 - Entretiens d'évaluation et de développement du personnel (EEDP)

Département	Taux de réalisation du 1.1.2023 au 31.12.2024
Chancellerie d'Etat	90%
Finances, ressources humaines et affaires extérieures	86%
Instruction publique, formation et jeunesse	64%
Institutions et numérique	69%
Territoire	70%
Santé et mobilités	68%
Economie et emploi	79%
Cohésion sociale	82%
Secrétariat général du Grand Conseil	96%
Total	**71%**

Le tableau ci-dessus porte uniquement sur les EEDP des personnes nommées. Il ne comporte pas le PJ, ni le personnel enseignant du DIP. Les EEDP de ces derniers sont enregistrés suivant une périodicité différente et leur taux de réalisation est égal à 75%.

Chapitre 7 - Relations professionnelles

7.1 Relations avec les organisations représentatives du personnel

46 - Séances en 2024 avec les associations représentatives du personnel

Séances	2024
Séances entre la délégation du Conseil d'Etat et une délégation des associations représentatives du personnel	9
Séances entre la délégation du Conseil d'Etat et les associations de cadres	3
Séances entre la délégation du Conseil d'Etat et le Cartel - grève féministe	3
Séances de la commission de santé et sécurité au travail au sein de l'administration (COSST)	2
Total	**17**

La délégation du Conseil d'Etat aux ressources humaines, composée de la conseillère d'Etat chargée du DF, Présidente, de la conseillère d'Etat chargée du DIP, ainsi que la conseillère d'Etat chargée du DIN, a rencontré régulièrement les délégués et déléguées des organisations représentatives du personnel en séances plénières.

7.2 Groupe de confiance

Le Groupe de confiance (GDC) répond aux demandes du personnel de l'Etat concernant des situations de conflit ou d'atteintes à la personnalité, voire de harcèlement. Il intervient aussi auprès de plusieurs établissements publics autonomes et de certaines communes (15 en tout). Les données présentées ici concernent uniquement le Petit Etat et couvrent la période allant du 1er décembre 2023 au 30 novembre 2024.

271 personnes du Petit Etat ont fait appel au GDC durant l'année 2024. Leur moyenne d'âge est de 47 ans, 69% sont des femmes.

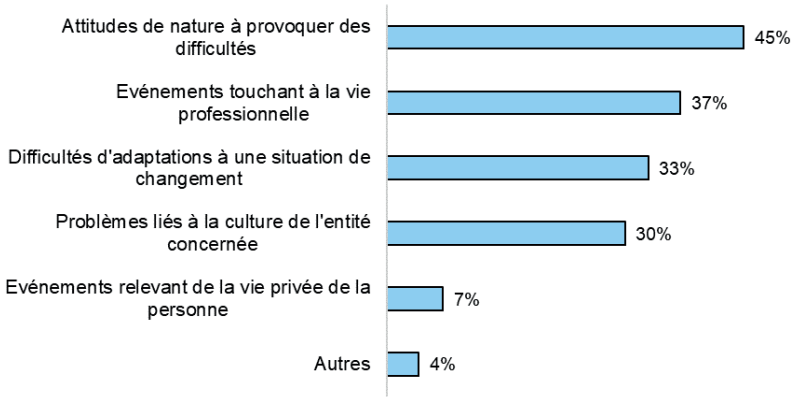
47 - Types de conflits soumis au groupe de confiance

Typologie des conflits	2021	2022	2023	2024
Interpersonnel	46%	43%	49%	52%
Asymétrique	21%	25%	13%	19%
Intergroupal	3%	2%	2%	1%
Structurel	26%	27%	32%	26%
Autre	4%	3%	4%	2%

Quatre types de conflits sont distingués : l'interpersonnel oppose deux personnes, l'asymétrique oppose une personne à un groupe, l'intergroupal oppose deux groupes ou davantage et le structurel n'oppose pas clairement des personnes entre elles mais la personne requérante à son environnement de travail en général (malaise, désaccord avec l'institution, problème organisationnel ou structurel).

Les personnes mises en cause dans les conflits interpersonnels sont surtout les membres de la hiérarchie directe (57% des situations) suivis par les collègues (34%) et les personnes subordonnées (9%).

48 - Evénements déclencheurs du conflit d'après le Groupe de confiance en 2024



A noter que plusieurs événements déclencheurs peuvent se cumuler pour une même situation.

En 2024, dans 45% des situations (n=123), le GDC estime que ce sont des attitudes de nature à provoquer des difficultés qui ont déclenché le conflit. Parmi ces 123 situations, 56% paraissent liées à l'attitude de l'autre personne impliquée dans le conflit, 43% à des attitudes incompatibles et 15% à l'attitude de la personne requérante.

Dans 37% des situations (n=101) ce sont des évènements touchant à la vie professionnelle qui ont déclenché le conflit. Parmi ces 101 situations, 57% ont été déclenchées par des méthodes de travail différentes, 40% par une déception, une frustration professionnelle (par exemple non obtention d'un poste), 38% par un conflit de valeurs, 10% par une perte de sens et 10% pour d'autres raisons liées au contexte professionnel (par exemple des conditions de travail difficiles).

Dans 33% des situations (n=90), ce sont des difficultés d'adaptation à une situation de changement qui ont déclenché le conflit. Le plus souvent il s'agit d'un changement de supérieur hiérarchique (52%), des changements organisationnels (38%) (suppression de poste, fusion de services, des réductions budgétaires, etc.), une mutation de poste ou un changement de cahier des charges (16%). Le restant des situations concerne une mutation dans un autre service (9%), l'arrivée d'un nouveau ou d'une nouvelle collègue de travail (8%), un changement de place de travail (3%) ou d'autres raisons (2%) comme un départ ou une modification contractuelle. On dénombre 1.58 éléments déclencheurs par situation.

49 - Prestations du groupe de confiance en 2021, 2022, 2023 et 2024

Activités (en nombre)	2021	2022	2023	2024
Situations	240	259	255	271
Entretiens	417	364	370	402
Médiations effectuées	16	11	10	8
Propositions de mesures individuelles	156	178	154	149
Interventions pour collectif et recommandations	1	2	2	3
Demandes d'ouverture d'investigation	12	13	8	5
Ouvertures d'investigation	8	8	6	4
Investigations ayant donné lieu à un rapport	2	2	1	3
Demandes d'investigation ayant donné lieu à un avis de classement	4	7	2	0
Demandes d'investigation retirées ou non complétées par la personne plaignante	2	4	2	1
Demandes d'investigation suspendues	0	6	2	1
Auditions	68	27	24	52

A noter que le nombre d'ouvertures d'investigation comprend les enquêtes préliminaires.

Les chiffres qui concernent les investigations peuvent se référer à des demandes déposées l'année précédente.

Le nombre de demandes d'investigation ayant donné lieu à un avis de classement comprend celles d'après enquêtes préliminaires.

Le GDC a proposé des mesures individuelles suite aux premiers entretiens dans 55% (n=149) des cas. Il s'agissait le plus souvent d'adresser la personne requérante vers un membre de la hiérarchie (61%) ou vers la personne responsable RH (48%). Dans 11% des cas, un coaching ou une formation ont été suggérés et dans 5% des situations, il a été proposé d'adresser la personne vers le service de santé du personnel. Dans 2% des cas, d'autres propositions ont été faites, notamment adresser la personne vers un service interne ou une instance ou personne externe.

Le GDC a par ailleurs répondu à 28 sollicitations par des personnes membres de la hiérarchie ou des ressources humaines pour des conseils concernant des situations qu'elles étaient amenées à gérer, par exemple en présence d'un conflit ou d'une potentielle atteinte à la personnalité.

Enfin, en 2024, le GDC est intervenu dans 11 formations organisées par l'OPE.

Annexes

Annexe 1 : Consommation des postes prévus au budget en équivalent temps plein au 31 décembre 2024 par catégorie de personnel et par programme

Annexe 2 : Effectifs 2024 détaillés par direction (personnes physiques)

Annexe 3 : Taux d'absence pour maladie et accidents 2024 par direction

Annexe 4 : Détail des primes, indemnités et débours 2024 versés au personnel fixe (en francs)

Annexe 5 : Charges sociales

Consommation des postes prévus au budget de l'Etat en ETP au 31 décembre 2024 par catégorie de personnel et par programme

Annexe 1

Programme	Budget				Comptes			
	Magistrature	Fonctions permanentes	Fonctions non permanentes	Total	Magistrature	Fonctions permanentes	Fonctions non permanentes	Total
A01 Grand Conseil		24.3	0.0	24.3		21.9	0.2	22.1
A02 Conseil d'Etat	8.0	61.6	0.0	69.6	8.0	60.3	0.8	69.1
A03 Exercice des droits politiques		15.7	0.0	15.7		15.6	0.0	15.6
A04 Egalité, Genève internationale et aéroport, statistique		44.2	1.6	45.8		42.9	2.1	45.0
A05 Transparence de l'information, médiation et surveillance		39.0	2.5	41.5		35.6	4.6	40.2
A06 Cour des comptes	3.0	0.0	22.6	25.6	3.0	0.0	23.8	26.8
A Autorités et gouvernance	**11.0**	**184.7**	**26.7**	**222.4**	**11.0**	**176.3**	**31.5**	**218.8**
B01 Etats-majors départementaux		142.8	12.6	155.3		137.2	15.2	152.4
B02 Gestion transversale et départementale des ressources humaines		144.2	15.4	159.6		146.9	24.1	170.9
B03 Gestion financière transversale et départementale et achats		143.7	3.9	147.6		141.4	4.0	145.4
B04 Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat et logistique		295.6	6.9	302.6		284.0	11.8	295.8
B05 Systèmes d'information et du numérique		703.5	4.2	707.7		676.1	22.0	698.1
B Etats-majors et prestations transversales	**0.0**	**1'429.7**	**43.0**	**1'472.7**	**0.0**	**1'385.5**	**77.1**	**1'462.6**
C01 Mesures et soutien financier individuel en matière d'action sociale		68.2	4.6	72.8		64.2	7.0	71.2
C02 Actions et soutien financier individuel en faveur des personnes âgées		84.6	2.7	87.2		80.7	2.9	83.5
C03 Actions et soutien financier individuel en faveur des personnes handicapées		56.4	2.1	58.5		52.8	2.7	55.4
C04 Soutien à la famille et à l'intégration		40.4	8.8	49.2		38.2	7.4	45.6
C05 Actions en matière d'asile et de migration		1.2	0.1	1.3		1.0	0.1	1.1
C06 Protection des personnes adultes sous curatelle		157.7	13.5	171.2		155.2	15.4	170.6
C Cohésion sociale	**0.0**	**408.4**	**31.8**	**440.2**	**0.0**	**392.0**	**35.5**	**427.4**
D01 Culture		16.8	0.3	17.0		15.4	2.4	17.8
D02 Sport et loisirs		12.6	0.2	12.9		11.7	0.6	12.3
D Culture, sport et loisirs	**0.0**	**29.4**	**0.5**	**29.9**	**0.0**	**27.1**	**3.0**	**30.1**
E01 Protection de l'environnement		97.2	4.4	101.6		91.3	4.2	95.5
E02 Energie		30.5	3.7	34.2		27.0	3.8	30.8
E03 Gestion des eaux		92.2	1.2	93.4		86.6	4.5	91.1
E04 Agriculture et nature		94.6	2.2	96.8		92.0	4.7	96.7
E Environnement et énergie	**0.0**	**314.5**	**11.5**	**326.0**	**0.0**	**296.9**	**17.2**	**314.1**

F01 Enseignement obligatoire et orientation		4'581.7	187.8	4'769.5		4'565.5	239.2	4'804.7
F02 Enseignement secondaire II et formation continue		2'823.2	50.9	2'874.1		2'817.2	98.3	2'915.5
F03 Enseignement spécialisé et prestations médico-psychologiques		1'143.9	26.2	1'170.1		1'082.4	152.4	1'234.8
F04 Enfance, jeunesse et soutien à la parentalité		474.5	11.4	485.9		458.5	44.0	502.6
F05 Hautes écoles		3.1	0.0	3.1		3.0	0.0	3.0
F06 Prestations transversales liées à la formation		124.0	2.0	126.1		116.0	3.3	119.3
F Formation	**0.0**	**9'150.4**	**278.4**	**9'428.7**	**0.0**	**9'042.7**	**537.2**	**9'579.9**
G01 Logement et planification foncière		80.5	3.8	84.3		74.8	4.4	79.2
G02 Aménagement du territoire et conformité des constructions et des chantiers		181.2	11.0	192.2		166.6	13.8	180.4
G03 Information du territoire et garantie des droits réels		71.0	1.2	72.2		68.1	1.0	69.1
G04 Protection du patrimoine bâti et des sites		39.8	0.2	40.0		38.7	0.8	39.5
G Aménagement et logement	**0.0**	**372.5**	**16.1**	**388.6**	**0.0**	**348.2**	**20.0**	**368.2**
H01 Sécurité publique		2'191.4	6.0	2'197.4		2'189.8	26.4	2'216.2
H02 Privation de liberté et mesures d'encadrement		1'035.8	10.0	1'045.8		970.5	22.8	993.3
H03 Population, droit de cité et migration		269.4	16.3	285.7		252.1	29.1	281.2
H04 Sécurité civile et armée		98.2	1.6	99.8		92.8	7.0	99.8
H Sécurité et population	**0.0**	**3'594.8**	**33.9**	**3'628.7**	**0.0**	**3'505.1**	**85.3**	**3'590.4**
I02 Production et perception des impôts		558.3	4.5	562.8		542.1	2.0	544.1
I04 Exécution des poursuites et faillites		235.5	0.7	236.2		226.2	6.3	232.5
I Impôts et finances	**0.0**	**793.8**	**5.2**	**799.0**	**0.0**	**768.3**	**8.3**	**776.6**
J01 Pouvoir judiciaire	163.0	672.4	54.0	889.4	163.0	661.2	64.2	888.4
J Justice	**163.0**	**672.4**	**54.0**	**889.4**	**163.0**	**661.2**	**64.2**	**888.4**
K01 Réseau de soins		20.6	1.8	22.4		18.8	1.2	20.0
K02 Régulation et planification sanitaire		30.4	2.8	33.2		23.3	4.7	28.0
K03 Sécurité sanitaire, promotion de la santé et prévention		102.0	8.5	110.5		99.5	7.4	106.9
K Santé	**0.0**	**153.0**	**13.1**	**166.0**	**0.0**	**141.6**	**13.4**	**155.0**
L01 Réinsertion des demandeurs d'emploi		255.7	6.2	261.9		208.5	28.4	236.9
L02 Régulation du marché du travail et du commerce		137.8	9.8	147.6		136.2	9.4	145.6
L03 Promotion économique et tourisme		15.8	11.8	27.6		15.1	6.1	21.2
L Economie et emploi	**0.0**	**409.3**	**27.8**	**437.1**	**0.0**	**359.8**	**43.9**	**403.7**
M01 Transport et mobilité		92.7	9.0	101.7		87.3	13.0	100.3
M02 Infrastructures routières et de transports publics		167.7	3.7	171.4		160.3	3.7	164.0
M03 Admission à la circulation routière et à la navigation		115.0	0.0	115.0		105.3	4.0	109.3
M Mobilité	**0.0**	**375.4**	**12.7**	**388.1**	**0.0**	**352.9**	**20.7**	**373.6**
T Total Prestations	**174.0**	**17'887.9**	**554.6**	**18'616.5**	**174.0**	**17'457.4**	**957.3**	**18'588.7**

Personnel en formation (hors stagiaires police et détention) non compris

Effectifs 2024 détaillés par direction (personnes physiques) Annexe 2

Département	Direction	Homme	% Homme	Femme	% Femme	Total	% Département
CHA	Secrétariat général	25	42.4%	34	57.6%	59	46.8%
	Directions métiers de la chancellerie d'Etat	22	53.7%	19	46.3%	41	32.5%
	Service des affaires européennes, régionales et fédérales	3	33.3%	6	66.7%	9	7.1%
	Organismes rattachés administrativement à la CHA	4	23.5%	13	76.5%	17	13.5%
	Total	**54**	**43%**	**72**	**57%**	**126**	**100%**
DF	Secrétariat général et directions de support*	27	48.2%	29	51.8%	56	4.8%
	Direction Générale des Finances de l'Etat	43	39.8%	65	60.2%	108	9.2%
	Administration Fiscale Cantonale	285	49.1%	296	50.9%	581	49.7%
	Direction générale des poursuites et faillites	97	38.3%	156	61.7%	253	21.7%
	Office du Personnel de l'Etat	37	38.5%	59	61.5%	96	8.2%
	Office Cantonal de la Statistique	15	48.4%	16	51.6%	31	2.7%
	Direction des Affaires Internationales	3	27.3%	8	72.7%	11	0.9%
	Bureau de Promotion de l'Egalité et de Prévention Violences	2	16.7%	10	83.3%	12	1.0%
	Organismes rattachés ou en relation avec le DF	14	70.0%	6	30.0%	20	1.7%
	Total	**523**	**45%**	**645**	**55%**	**1168**	**100%**
DIP	Secrétariat général et directions de support*	101	47.6%	111	52.4%	212	1.9%
	Direction générale de l'enseignement obligatoire	1480	27.4%	3'927	72.6%	5407	49.1%
	Direction générale de l'enseignement secondaire II	1523	47.3%	1700	52.7%	3223	29.2%
	Office médico-pédagogique	283	20.8%	1075	79.2%	1358	12.3%
	Office de l'enfance et de la jeunesse	114	19.2%	479	80.8%	593	5.4%
	Office d'orientation, formation professionnelle et continue	61	27.0%	165	73.0%	226	2.1%
	Total	**3'562**	**32%**	**7'457**	**68%**	**11'019**	**100%**
DIN	Secrétariat général et directions de support*	24	38.1%	39	61.9%	63	1.5%
	Corps de Police	1699	75.6%	547	24.4%	2246	52.1%
	Office cantonal de la détention	772	77.8%	220	22.2%	992	23.0%
	Office cantonal de la population et des migrations	112	39.9%	169	60.1%	281	6.5%
	Office cantonal des systèmes d'information et du numérique	505	80.8%	120	19.2%	625	14.5%
	Office cantonal protection population et affaires militaires	77	76.2%	24	23.8%	101	2.3%
	Total	**3'189**	**74%**	**1'119**	**26%**	**4'308**	**100%**
DT	Secrétariat général et directions de support*	61	53.0%	54	47.0%	115	11.1%
	Office de l'urbanisme	35	46.7%	40	53.3%	75	7.2%
	Office cantonal du logement et de la planification foncière	25	29.8%	59	70.2%	84	8.1%
	Office cantonal de l'énergie	15	51.7%	14	48.3%	29	2.8%
	Office cantonal des Bâtiments	171	66.3%	87	33.7%	258	24.9%
	Office du patrimoine et des sites	21	44.7%	26	55.3%	47	4.5%
	Office du registre foncier	20	44.4%	25	55.6%	45	4.3%
	Office des autorisations de construire	46	56.1%	36	43.9%	82	7.9%
	Direction Praille Acacias Vernets	7	58.3%	5	41.7%	12	1.2%
	Office cantonal de l'environnement	45	48.4%	48	51.6%	93	9.0%
	Office cantonal de l'eau	59	64.1%	33	35.9%	92	8.9%
	Office cantonal de l'agriculture et de la nature	54	51.9%	50	48.1%	104	10.0%
	Total	**559**	**54%**	**477**	**46%**	**1036**	**100%**
DSM	Secrétariat général et directions de support*	13	32.5%	27	67.5%	40	6.9%
	Office cantonal des transports	64	68.1%	30	31.9%	94	16.3%
	Office cantonal du génie civil	136	82.9%	28	17.1%	164	28.5%
	Office cantonal des véhicules	76	68.5%	35	31.5%	111	19.3%
	Office cantonal de la santé	60	35.9%	107	64.1%	167	29.0%
	Total	**349**	**61%**	**227**	**39%**	**576**	**100%**
DEE	Secrétariat général et directions de support*	10	43.5%	13	56.5%	23	5.5%
	Office cantonal de l'emploi	91	40.1%	136	59.9%	227	54.2%
	Office cantonal de l'économie et de l'innovation	9	52.9%	8	47.1%	17	4.1%
	Office cantonal de l'inspection et des relations du travail	68	44.7%	84	55.3%	152	36.3%
	Total	**178**	**42%**	**241**	**58%**	**419**	**100%**
DCS	Secrétariat général et directions de support*	13	28.3%	33	71.7%	46	9.1%
	Office de l'action, insertion et intégration sociales	167	39.5%	256	60.5%	423	83.8%
	Office cantonal de la culture et du sport	16	44.4%	20	55.6%	36	7.1%
	Total	**196**	**39%**	**309**	**61%**	**505**	**100%**
GC	Secrétariat général du Grand Conseil	13	48.1%	14	51.9%	27	
	Total	**13**	**48%**	**14**	**52%**	**27**	
PJ	Pouvoir judiciaire	236	25.8%	678	74.2%	914	
	Total	**236**	**26%**	**678**	**74%**	**914**	
Total général		**8'859**	**44%**	**11'239**	**56%**	**20'098**	

* Les directions de support peuvent regrouper les RH, les finances, le contrôle interne, la logistique, la sécurité informatique, la gestion des risques, les affaires juridiques, la sécurité de l'information et les archives

Taux d'absence pour maladies et accidents 2024 par direction selon rattachement au 31.12.2024

Annexe 3

Département	Direction	Taux d'absence
CHA	Secrétariat général	7.4%
	Directions métiers de la chancellerie d'Etat	3.1%
	Service des affaires européennes, régionales et fédérales	12.6%
	Organismes rattachés administrativement à la chancellerie	1.7%
	Total CHA	**5.7%**
DF	Secrétariat général	3.0%
	Direction générale des finances de l'Etat	4.6%
	Administration fiscale cantonale	6.6%
	Direction générale des poursuites et faillites	8.2%
	Office du personnel de l'Etat	4.6%
	Office cantonal de la statistique	3.5%
	Direction des affaires internationales	0.3%
	Bureau de promotion de l'égalité et de prévention violences	3.5%
	Organismes rattachés ou en relation avec le DF	2.0%
	Total DF	**6.2%**
DIP	Secrétariat général	4.0%
	Direction générale de l'enseignement obligatoire	5.8%
	Direction générale de l'enseignement secondaire II	5.0%
	Office médico-pédagogique	7.5%
	Office de l'enfance et de la jeunesse	8.3%
	Office d'orientation, formation professionnelle et continue	8.1%
	Total DIP	**5.9%**
DIN	Secrétariat général	5.7%
	Corps de Police	7.3%
	Office cantonal de la détention	11.8%
	Office cantonal de la population et des migrations	6.8%
	Office cantonal des systèmes d'information et du numérique	4.0%
	Office cantonal protection population et affaires militaires	9.1%
	Total DIN	**7.9%**
DT	Secrétariat général	5.7%
	Office de l'urbanisme	3.4%
	Office cantonal du logement et de la planification foncière	4.1%
	Office cantonal de l'énergie	9.7%
	Office cantonal des bâtiments	6.0%
	Office du patrimoine et des sites	3.2%
	Office du registre foncier	7.4%
	Office des autorisations de construire	7.8%
	Direction Praille Acacias Vernets	3.8%
	Office cantonal de l'environnement	3.8%
	Office cantonal de l'eau	3.5%
	Office cantonal de l'agriculture et de la nature	3.9%
	Total DT	**5.2%**
DSM	Secrétariat général	6.6%
	Office cantonal des transports	3.6%
	Office cantonal du génie civil	7.5%
	Office cantonal des véhicules	7.4%
	Office cantonal de la santé	7.7%
	Total DSM	**6.9%**
DEE	Secrétariat général	6.3%
	Office cantonal de l'emploi	12.2%
	Office cantonal de l'économie et de l'innovation	2.1%
	Office cantonal de l'inspection et des relations du travail	5.3%
	Total DEE	**9.0%**
DCS	Secrétariat général	6.5%
	Office de l'action, insertion et intégration sociales	9.4%
	Office cantonal de la culture et du sport	5.6%
	Total DCS	**8.9%**
SEC-G	**Secrétariat général du Grand Conseil**	**3.2%**
PJ	**Pouvoir judiciaire**	**7.7%**
Total Global		**6.6%**

Détail des primes, indemnités et débours 2024 versés au personnel fixe (en francs)

Annexe 4

Libellé		CHA	DF	DIP	DIN	DT	DSM	DEE	DCS	SEC-G	PJ	Total
Débours et frais	Débours / collations / paniers / repas / vêtements	-	-	-	2'422'406	77'893	57'263	420	-	-	-	**2'557'982**
	Indemnité téléphone portable	25'350	78'500	332'800	407'300	245'100	169'850	37'150	17'950	3'600	31'550	**1'349'150**
	Abonnement TPG	2'720	20'800	110'700	22'240	13'600	7'900	10'160	10'380	400	14'240	**213'140**
	Indemnité pour chien Police	-	-	-	75'587	-	-	-	-	-	-	**75'587**
	Déplacements	-	-	520	1'040	3'524	43'386	-	-	-	-	**48'470**
	Frais représentation	2'750	8'251	2'750	2'750	2'750	2'980	2'980	2'750	2'750	34'001	**64'714**
	Total	**30'820**	**107'551**	**446'770**	**2'931'324**	**342'867**	**281'379**	**50'710**	**31'080**	**6'750**	**79'791**	**4'309'042**
Eléments de rémunération liés au droit du travail	Heures supplémentaires	-	1'517	86'994	5'635'213	21'867	430'452	18'763	34'421	-	349'540	**6'578'767**
	Compensation heures supplémentaires 2 et 3%	103'261	389'148	965'529	940'030	533'572	219'863	157'484	117'477	17'947	179'474	**3'623'784**
	Bureau horaire	-	-	771'999	-	-	-	-	-	-	-	**771'999**
	Heures complémentaires	-	-	28'239	-	-	-	-	-	-	-	**28'239**
	Total	**103'261**	**390'664**	**1'852'760**	**6'575'243**	**555'439**	**650'315**	**176'247**	**151'898**	**17'947**	**529'014**	**11'002'789**
Indemnités liées aux conditions de travail	Indemnité risques inhérents à la fonction	-	-	-	26'927'718	-	-	-	-	-	-	**26'927'718**
	Indemnité assurance maladie	-	-	-	11'693'524	-	-	-	-	-	-	**11'693'524**
	Indemnité nuit, week-end et jours fériés	6'887	-	272'687	6'140'896	181'665	29'618	719	1'279	70	-	**6'633'821**
	Inconvénients service	-	-	-	-	100'674	-	-	-	-	-	**100'674**
	Indemnité pour travail spécial pénible	-	-	-	-	38'477	-	-	-	-	-	**38'477**
	Indemnité de port d'armes	-	-	-	-	23'364	-	-	-	-	-	**23'364**
	Total	**6'887**		**272'687**	**44'762'138**	**344'180**	**29'618**	**719**	**1'279**	**70**		**45'417'577**
Indemnités pour des responsabilités additionnelles	Indemnité maître de classe	-	-	9'860'522	-	-	-	-	-	-	-	**9'860'522**
	Indemnité de responsable d'institution	-	-	1'058'805	-	-	-	-	-	-	-	**1'058'805**
	Indemnité décanat	-	-	2'315'885	-	-	-	-	-	-	-	**2'315'885**
	Soutien scolaire	-	-	993'802	-	-	-	-	-	-	-	**993'802**
	Indemnité remplacement dans une fonction supérieure	7'153	59'492	295'323	290'031	98'907	65'935	9'320	56'095	-	47'187	**929'443**
	Indemnité du maître adjoint	-	-	788'222	-	-	-	-	-	-	-	**788'222**
	Indemnité adjoint de direction	-	-	775'207	-	-	-	-	-	-	-	**775'207**
	Indemnité de maître de méthodologie	-	-	645'527	-	-	-	-	-	-	-	**645'527**
	Indemnité pour connaissance linguistiques	-	26'061	32'987	113'950	5'405	34'838	44'420	21'858	-	35'499	**315'019**
	Indemnité Cour Justice	-	-	-	-	-	-	-	-	-	390'685	**390'685**
	Indemnité chef de laboratoire	-	-	260'870	-	-	-	-	-	-	-	**260'870**
	Indemnité chargé mission	-	-	348'806	-	-	-	-	-	-	-	**348'806**
	Mission spécifique	-	-	281'542	-	-	-	-	-	-	-	**281'542**
	Indemnité Super-U	5'877	42'690	3'781	49'942	23'838	15'722	13'736	5'549	-	62'800	**223'934**
	Indemnité présidence / vice présidence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	166'879	**166'879**
	Indemnité de formation HEFP	-	-	125'145	-	-	-	-	-	-	-	**125'145**
	Indemnité de classe atelier	-	-	80'547	-	-	-	-	-	-	-	**80'547**
	Indemnité chef de fabrication	-	-	65'428	-	-	-	-	-	-	-	**65'428**
	Indemnité de coordination	-	-	22'774	-	-	-	-	-	-	-	**22'774**
	Indemnités formation enseignement primaire	-	-	149'328	-	-	-	-	-	-	-	**149'328**
	Indemnité de direction	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33'700	**33'700**
	Indemnité service accident expertise	-	-	-	-	-	5'942	-	-	-	-	**5'942**
	Total	**13'030**	**128'244**	**18'104'500**	**453'923**	**128'150**	**122'437**	**67'476**	**83'502**		**736'750**	**19'838'010**
Primes et allocations	Prime de départ	8'792	112'988	1'249'359	356'385	181'498	182'382	88'111	34'153	-	156'750	**2'370'417**
	Prime 25 et 30 ans de service	2'000	80'000	454'000	182'000	24'000	22'000	22'000	20'000	6'000	14'000	**826'000**
	Prime naissance	2'250	13'750	143'250	71'500	12'750	4'750	2'750	7'500	250	13'250	**272'000**
	Total	**13'042**	**206'738**	**1'846'609**	**609'885**	**218'248**	**209'132**	**112'861**	**61'653**	**6'250**	**184'000**	**3'468'417**
Total		**167'040**	**833'197**	**22'523'326**	**55'332'512**	**1'588'884**	**1'292'880**	**408'012**	**329'412**	**31'018**	**1'529'555**	**84'035'836**

Annexe 5

Genre de déductions	Part employé	Part employeur
AVS	5.3%	5.3%
AVS - frais administratifs		0.169%
Chômage	1.1%	1.1%
Allocations familiales		2.28%
Assurance maternité	0.038%	0.038%
Caisses de pension	Selon statut	Selon statut
Participation perte de gain maladie	0.1%	
Assurance accident non professionnel (LAA)*	1.199% / 0.81%	
Assurance accident professionnel (LAA)*		0.284% / 0.109%
Contribution pour l'accueil de la petite enfance		0.070%
Fonds de formation professionnelle		0.040%
Fonds d'entraide (selon statut de personnel)	CHF 15.- (annuel)	
	CHF 20.- (annuel)	
	CHF 6.- (annuel)	

Au 1.1.2024
*selon assureur

Liste des tableaux et graphiques

		page
1	Consommation des postes prévus au budget de l'Etat de Genève en (ETP) au 31 décembre 2023 et 2024 par catégorie du personnel	6
2	Consommation des postes prévus au budget en équivalent temps plein au 31 décembre 2023 et 2024 par statut de personnel	6
3	Consommation des postes prévus au budget en ETP au 31 décembre 2024 par catégorie de personnel et par département ou entité	7
4	Consommation des postes prévus au budget en équivalent temps plein au 31 décembre 2024 par catégorie de personnel et par politique publique	7
5	Etablissements autonomes - Consommation des postes des fonctions permanentes prévus au budget en ETP au 31 décembre 2024 par politique publique	7
6	Etat et établissements autonomes (Grand Etat) - Consommation des postes prévus au budget en ETP au 31 décembre 2024 par politique publique	8
7	Grand Etat - Affectation par politique publique de la consommation des postes prévus au budget de l'Etat en ETP au 31 décembre 2024, en pourcent	8
8	Evolution des effectifs entre 2021 et 2024 (au 31 décembre), par statut de personnel (personne physique)	9
9	Effectifs au 31 décembre 2024 par statut de personnel (personne physique) et par sexe	9
10	Effectifs au 31 décembre 2024 par département (personne physique) et par sexe	9
11	Structure des effectifs 2024 par sexe, statut de personnel et par département ou entité	10
12	Structure des effectifs 2024 par statut de personnel	10
13	Pyramide des âges 2024	11
14	Pyramide des âges dans la magistrature	11
15	Pyramide des âges du personnel administratif et technique (PAT)	11
16	Pyramide des âges du corps enseignant	12
17	Pyramide des âges du personnel police et détention	12
18	Répartition des effectifs 2024 par tranches d'années d'ancienneté	12
19	Répartition des effectifs 2024 par nationalité et lieu de résidence	13
20	Répartition des effectifs 2024 par nationalité et lieu de résidence, en % du total	13
21	Types de permis de travail en 2024	13
22	Taux de rotation du personnel 2014 - 2024 en ETP	13
23	Taux de rotation du personnel 2024 en ETP par département	14
24	Entrées 2023 et 2024 en personnes	14
25	Sorties 2023 et 2024 en personnes	14
26	Effectifs 2024 des cadres de classe 23 et plus, par sexe et département ou entité	15
27	Ecart de rémunération entre femmes et hommes 2024	15

28	Ecart de rémunération entre femmes et hommes par tranche de classe de salaire au 31.12.2024	15
29	Répartition des effectifs 2024 selon la classe de fonction et le sexe	16
30	Taux d'absence 2024 pour maladie et accidents par département ou entité	16
31	Nombre d'accidents 2023 et 2024	16
32	Taux d'absence 2024 par nature de l'absence, par département ou entité	17
33	Echelle des traitements 2024 (13e salaire compris)	17
34	Minimum et maximum pour chaque classe de traitement et salaire moyen de référence, à taux d'activité de 100%, des membres du personnel par classe (sans indemnités ni débours)	17
35	Effectifs 2024 par classe de fonction	18
36	Effectifs 2024 par annuité	18
37	Salaire brut annuel 2024 par décile, y compris indemnités et primes	18
38	Primes, indemnités et débours 2024	19
39	Indice de Gini 2014 – 2024	19
40	Répartition des effectifs 2024 par taux d'activité, statut de personnel et par sexe	19
41	Nombre de télétravailleurs selon conventions recensées en 2024	20
42	Personnel en formation 2023 et 2024 (personne physique)	21
43	Nombre de personnes formées	21
44	Jours de formation suivis	21
45	Entretiens d'évaluation et de développement du personnel (EEDP)	22
46	Séances en 2024 avec les associations représentatives du personnel	22
47	Types de conflits soumis au groupe de confiance	22
48	Evénements déclencheurs du conflit d'après le groupe de confiance en 2024	23
49	Prestations du groupe de confiance en 2021, 2022, 2023 et 2024	24

Liste des abréviations

AIG	Aéroport international de Genève
CdC	Cour des comptes
CHA	Chancellerie d'Etat
CPEG	Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève
DCS	Département de la cohésion sociale
DEE	Département de l'économie et de l'emploi
DF	Département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures
DI	Département des infrastructures
DIN	Département des institutions et du numérique
DIP	Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse
DSM	Département de la santé et des mobilités
DSPS	Département de la sécurité, de la population et de la santé
DT	Département du territoire
EEDP	Entretien d'évaluation et de développement du personnel
EMS	Etablissements médico-sociaux
EPI	Etablissements publics pour l'intégration
ETP	Equivalent temps plein (emploi)
FIDP	Fondations immobilières de droit public
FIPOI	Fondation des immeubles pour les organisations internationales
FPAV	Fondation Praille-Acacias-Vernets
FPLC	Fondation pour la promotion du logement bon marché et de l'habitat coopératif
FTI	Fondation pour les terrains industriels de Genève
HES	Hautes écoles spécialisées
HUG	Hôpitaux universitaires de Genève
IMAD	Institution genevoise de maintien à domicile
LPAC	Loi générale relative au personnel de l'administration cantonale, du pouvoir judiciaire et des établissements publics médicaux
OPE	Office du personnel de l'Etat
PAT	Personnel administratif et technique
PJ	Pouvoir judiciaire
RH	Ressources humaines
SG-GC	Secrétariat général du Grand Conseil
SIG	Services industriels de Genève
SIRH	Système d'information des ressources humaines
TPG	Transports publics genevois

Département des finances, des ressources humaines et des affaires extérieures
Office du personnel de l'Etat
Rue du Stand 26 ● Case postale 3937 ● 1211 Genève 3
www.ge.ch